

AGENCE FRANCE
ENTREPRENEUR

La création d'entreprises en France en 2017

Observatoire de l'AFE
Évolution annuelle

Juillet 2018

Sommaire

INFORMATIONS CLES DE L'ANNEE 2017	3
HAUSSE DES CREATIONS D'ENTREPRISES EN 2017	4
NOUVELLE HAUSSE DES CREATIONS DE MICRO-ENTREPRISES	6
DES ENTREPRISES UNIPERSONNELLES TOUJOURS MAJORITAIRES	6
HAUSSE DES SOCIETES UNIPERSONNELLES EN 2017	6
REPRISE DES CREATIONS DE MICRO-ENTREPRISES EN 2017	7
POURSUITE DE LA CROISSANCE DES CREATIONS DE SOCIETES UNIPERSONNELLES EN 2017	8
STABILISATION DES CREATIONS DE SOCIETES PLURIPERSONNELLES EN 2017	9
UNE PREFERENCE TOUJOURS PLUS MARQUEE POUR LES SAS	10
LES SECTEURS D'ACTIVITE	12
LE SECTEUR DES TRANSPORTS TOUJOURS EN TETE DES CROISSANCES	13
NOUVELLE DIMINUTION DES CREATIONS EMPLOYANT DES SALARIES	17
LA PLUPART DES REGIONS CONNAISSENT UNE CROISSANCE ENTRE 2016 ET 2017	18
ÉVOLUTIONS CONTRASTEES DES MICRO-ENTREPRENEURS EN 2017	21
LA CREATION DANS LES 22 METROPOLES DE FRANCE METROPOLITAINE	22
ANNEXES	24

Informations clés de l'année 2017

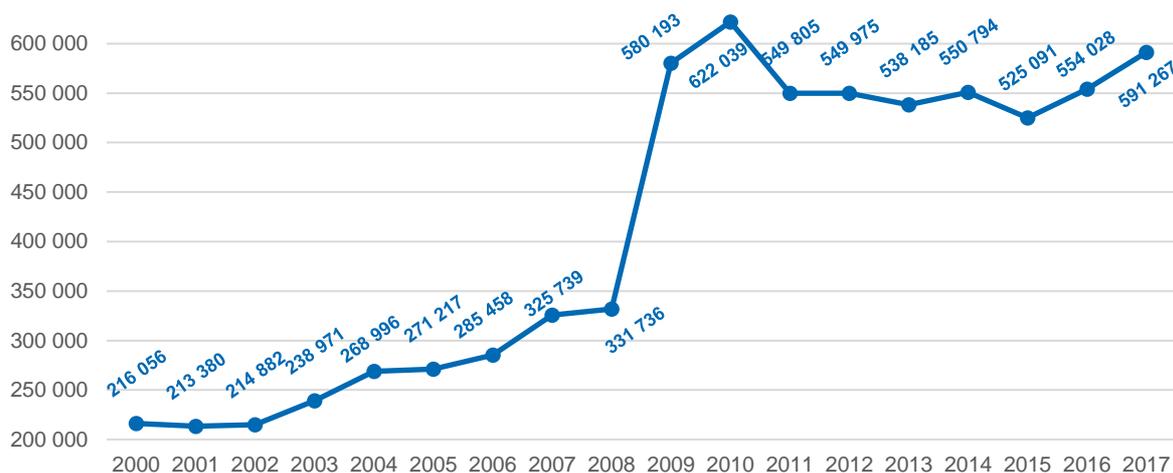
- ▶ Avec 591 267 créations d'entreprises enregistrées en 2017, la France connaît une croissance de 7 % du nombre de créations d'entreprises au regard de 2016. Combinée à une évolution déjà positive en 2016, la création d'entreprises enregistre en 2017 son plus haut niveau depuis 2011.
- ▶ Les micro-entrepreneurs ont vu leur nombre de créations s'accroître de 9 % entre 2016 et 2017 pour atteindre le nombre de 241 786 créations en 2017, soit 41 % de l'ensemble des créations de l'année.
- ▶ L'engouement pour les sociétés par actions simplifiées (SAS), qu'elles soient unipersonnelles ou pluripersonnelles, est toujours marqué en 2017. Ces formes juridiques poursuivent ainsi leur croissance essentiellement au détriment des créations de sociétés à responsabilité limitée (SARL).
- ▶ Trois secteurs d'activité se caractérisent par une forte croissance du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017 : les activités scientifiques et techniques (+ 14 %), l'immobilier (+ 18 %) et les transports (+ 25 %).
- ▶ Depuis plusieurs années, le secteur des transports connaît une très forte hausse des créations essentiellement portée par l'explosion des créations de micro-entrepreneurs. Cette croissance concerne principalement les activités de postes et de courriers (dont les activités de livraisons de repas).
- ▶ 4 % des nouvelles entreprises de l'année emploient des salariés dès le démarrage de leur activité. Cette catégorie d'entreprises poursuit en 2017 la baisse du nombre de créations amorcée depuis de longues années. D'ailleurs, les entreprises employant des salariés enregistrent en 2017 leur plus bas niveau de création depuis le début du siècle.
- ▶ Entre 2016 et 2017, la quasi-totalité des régions de France a vu le nombre de créations augmenter, à l'exception de la Martinique et de la Guyane qui enregistrent une diminution. L'Île-de-France et Mayotte se démarquent par une croissance d'au moins 10 %.
- ▶ La plupart des départements qui ont enregistré une forte croissance entre 2016 et 2017 comptent une métropole. Les métropoles françaises font preuve d'un grand dynamisme entrepreneurial qui se traduit par une forte croissance du nombre de créations entre 2016 et 2017, mais plus généralement depuis 2011.



Hausse des créations d'entreprises en 2017

591 267 nouvelles entreprises ont vu le jour en 2017 en France, dont 241 786 sous le régime du micro-entrepreneur, soit 41 % des nouvelles unités.

Évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2000 et 2017



L'année 2017 est marquée par une croissance de 7 % du nombre de créations d'entreprises au regard de l'année précédente. Cette hausse se place dans la continuité d'une année 2016 déjà favorable à la création d'entreprise ; ainsi, en deux ans, le nombre de nouvelles unités s'est accru de 13 % en France.

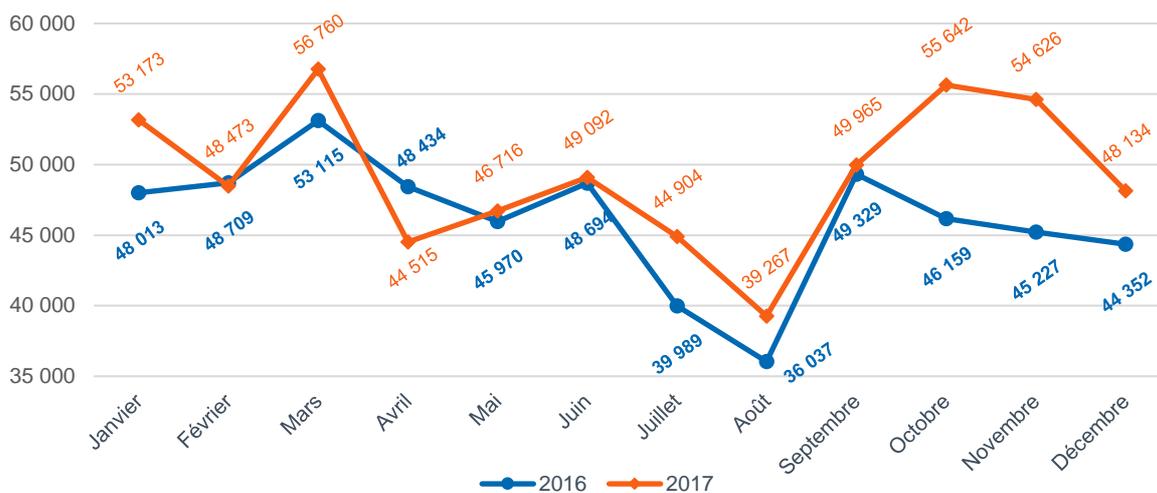
Après une décennie qui a été témoin de l'explosion des créations d'entreprises (+ 188 % entre 2000 et 2010) qui ont atteint le nombre record de 622 039, le nombre de nouvelles unités s'est stabilisé autour de 550 000 créations annuelles entre 2011 et 2016.

L'année 2017 vient donc en contraste des sept années précédentes avec une hausse du nombre de créations d'entreprises, et enregistre ainsi le plus fort nombre de créations depuis 2011. Par ailleurs, le niveau de créations de l'année 2017 est supérieur à celui observé en 2009.

L'évolution mensuelle du nombre de créations d'entreprises a été fluctuante durant le premier semestre 2017 ; globalement, le nombre de nouvelles unités a augmenté de 2 % entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017. En revanche, durant le second semestre 2017, les nouvelles unités ont connu une croissance plus importante (+ 12 % au regard du second semestre 2016, qui est essentiellement à l'origine de la hausse générale observée sur l'ensemble de l'année 2017. D'ailleurs, le dernier trimestre connaît une croissance plus de deux fois supérieure à celle du 3^e trimestre (respectivement + 7 % et + 17 %).

ÉVOLUTION ANNUELLE

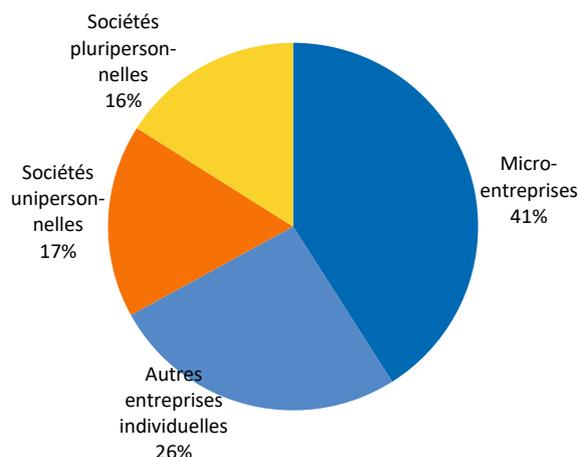
Nombre de créations d'entreprises mensuelles en 2016 et 2017



Nouvelle hausse des créations de micro-entreprises

Des entreprises unipersonnelles toujours majoritaires

Répartitions des créations d'entreprises de 2017 selon leur nature juridique



À l'instar des années précédentes, une large majorité des créations d'entreprises enregistrées en 2017 (84 %) sont immatriculées sous une forme juridique unipersonnelle : micro-entreprises (41 %), autres entreprises individuelles (26 %) et sociétés unipersonnelles (17 %).

Ces dernières se composent majoritairement de SASU (12 % des créations), mais également d'EURL (5 %).

Les sociétés pluripersonnelles, autrement dit, celles comptant plusieurs associés ou actionnaires, ne représentent donc que 16 % des créations de l'année 2017. Parmi la multitude de formes juridiques pluripersonnelles, les SAS (8 %) et les SARL (7 %) sont les plus couramment choisies par les dirigeants. L'ensemble des autres formes juridiques (SA, sociétés en commandite, sociétés en nom collectif...) ne représentant que 1 % des créations annuelles.

Hausse des sociétés unipersonnelles en 2017

Entre 2016 et 2017, les créations d'entreprises unipersonnelles ont enregistré une croissance : +9 % pour les sociétés unipersonnelles (EURL et SASU) et +8 % pour les entreprises traditionnelles. En revanche, sur ce même intervalle, les sociétés pluripersonnelles ont connu une stabilisation.

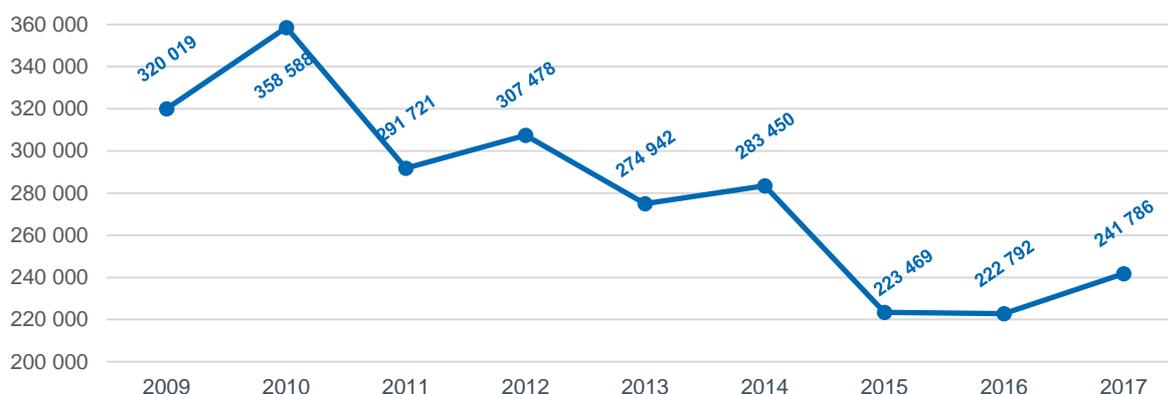
Création d'entreprises en 2017 et son évolution au regard de 2016

Départements	Nombre de créations d'entreprises en 2017	Répartition des créations d'entreprises en 2017	Évolution entre 2016 et 2017
Entreprises individuelles	393 368	66,5 %	+ 7,7 %
dont micro-entreprises	241 786	40,9 %	+ 8,5 %
dont entreprises « traditionnelles »	151 582	25,6 %	+ 6,5 %
Sociétés unipersonnelles	102 412	17,3 %	+ 9,3 %
dont SASU	72 476	12,3 %	+ 14,9 %
dont EURL	29 936	5,1 %	- 2,2 %
Sociétés pluripersonnelles	95 487	16,2 %	+ 0,4 %
dont SAS	46 539	7,9 %	+ 8,6 %
dont SARL	42 225	7,1 %	- 7,5 %
dont autres sociétés	6 723	1,2 %	+ 1,7 %
Ensemble des créations	591 267	100 %	+ 6,7 %

Reprise des créations de micro-entreprises en 2017

La hausse du nombre de créations d'entreprises individuelles entre 2016 et 2017 a concerné les créations de micro-entreprises (+ 9 %), et dans des proportions sensiblement moindres, les créations d'entreprises individuelles « traditionnelles » (+ 7 %).

Évolution du nombre de créations de micro-entreprises entre 2009 et 2017



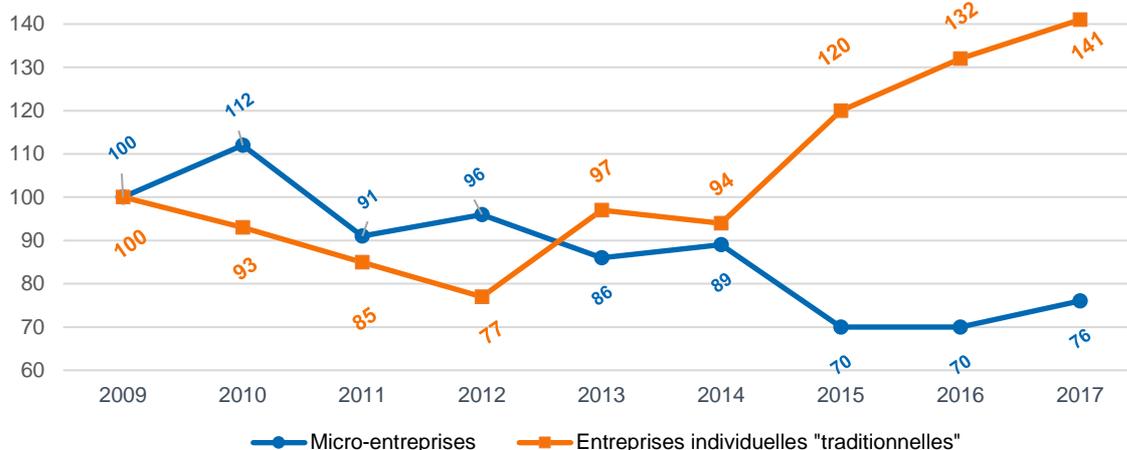
Après un démarrage en force des créations d'entreprises sous le régime de l'autoentrepreneur¹ durant les deux années qui ont suivi sa mise en place, l'intérêt s'est peu à peu estompé, probablement par l'érosion du vivier potentiel, et les créations sous ce régime ont globalement enregistré une baisse sur la période qui a suivi. Ainsi, entre 2010 et 2016, leur nombre a chuté de 38 %. L'année 2017 a vu une reprise des créations sous ce régime. Toutefois, le sursaut de ces créations est survenu à partir du second semestre (+ 19 % entre le second semestre 2016 et le second semestre 2017) alors que les créations sous ce régime s'inscrivaient encore dans la stabilité durant le 1^{er} semestre 2017 (- 1 % au regard du 1^{er} semestre 2016).

Cette croissance importante s'est accompagnée d'une hausse plus modeste des créations d'entreprises individuelles « traditionnelles » (+ 8 % au regard du second semestre 2016).

¹ Le régime de l'autoentrepreneur a changé de nom en 2016 pour devenir le régime du micro-entrepreneur.

ÉVOLUTION ANNUELLE

Évolution du nombre de créations de micro-entreprises et d'entreprises « traditionnelles » entre 2009 et 2017 (en indice base 100 en 2009)



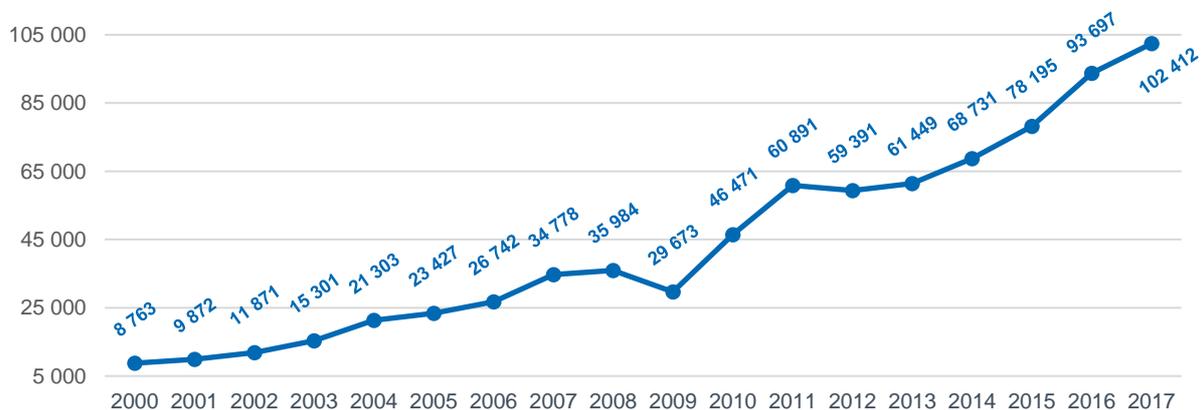
Cette envolée des créations de micro-entreprises au second semestre 2017 conduit à s'interroger sur l'impact qu'a pu avoir le projet de loi de finances 2018. Présenté en septembre 2017 et voté en décembre 2017, il a permis le doublement des seuils de chiffres d'affaires applicables aux micro-entreprises à partir de janvier 2018. D'autant que le phénomène observé en fin d'année 2017 se poursuit durant le début de l'année 2018.

De 2010 à 2012, les entreprises individuelles « traditionnelles » ont vu leur nombre de créations diminuer. À partir de 2013, elles se placent globalement dans une logique de hausse qui a quasiment doublé leur nombre en cinq ans (+ 83 %) pour atteindre, en 2017, un niveau record de créations depuis 2009.

Poursuite de la croissance des créations de sociétés unipersonnelles en 2017

Les sociétés unipersonnelles sont en quasi constante croissance depuis le début du siècle, et l'année 2017 vient dans le prolongement des années antérieures. Ainsi, en dix-sept ans, leur nombre a été multiplié par plus de 11.

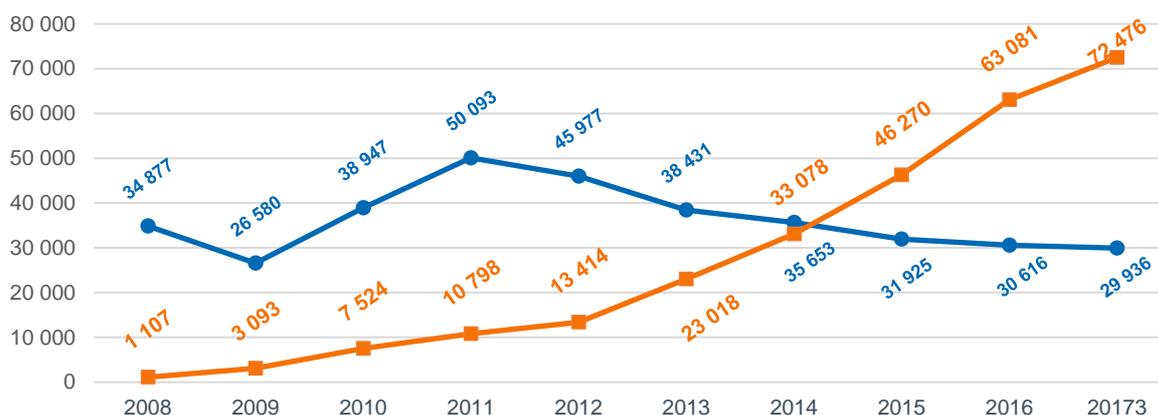
Évolution du nombre de créations de sociétés unipersonnelles entre 2000 et 2017



ÉVOLUTION ANNUELLE

Jusqu'en 2011, les SASU et EURL enregistraient toutes deux une croissance annuelle, bien que celle des SASU soit supérieure. En revanche, depuis 2012, les EURL connaissent une baisse du nombre de nouvelles unités au bénéfice des SASU qui n'ont cessé de s'accroître. Ainsi, entre 2011 et 2017, ces deux catégories d'entreprises ont respectivement enregistré une évolution de - 40 % et de + 571 %. Ces deux évolutions contrastées à partir de 2012 ont peu à peu conduit à l'inversion des représentations de ces deux catégories d'entreprises : alors que les SASU étaient largement minoritaires au début du siècle parmi les créations de sociétés unipersonnelles, elles sont aujourd'hui majoritaires ; l'inversion étant survenue en 2015.

Évolution du nombre de créations des SASU et des EURL entre 2009 et 2017



Stabilisation des créations de sociétés pluripersonnelles en 2017

Entre 2016 et 2017, le nombre de sociétés pluripersonnelles est resté stable. Après huit années de diminution des créations sous ces formes juridiques (- 26 % entre 2008 et 2015), l'année 2016 connaît une évolution plus favorable, confirmée en 2017. Ainsi, en deux ans, ces formes juridiques ont connu une sensible hausse (+ 2 %). Néanmoins, cette évolution laisse le niveau des créations d'entreprises inférieur à celui qui était enregistré en 2014, en raison d'un niveau de créations particulièrement bas en 2015.

Évolution du nombre de créations de sociétés pluripersonnelles entre 2000 et 2017



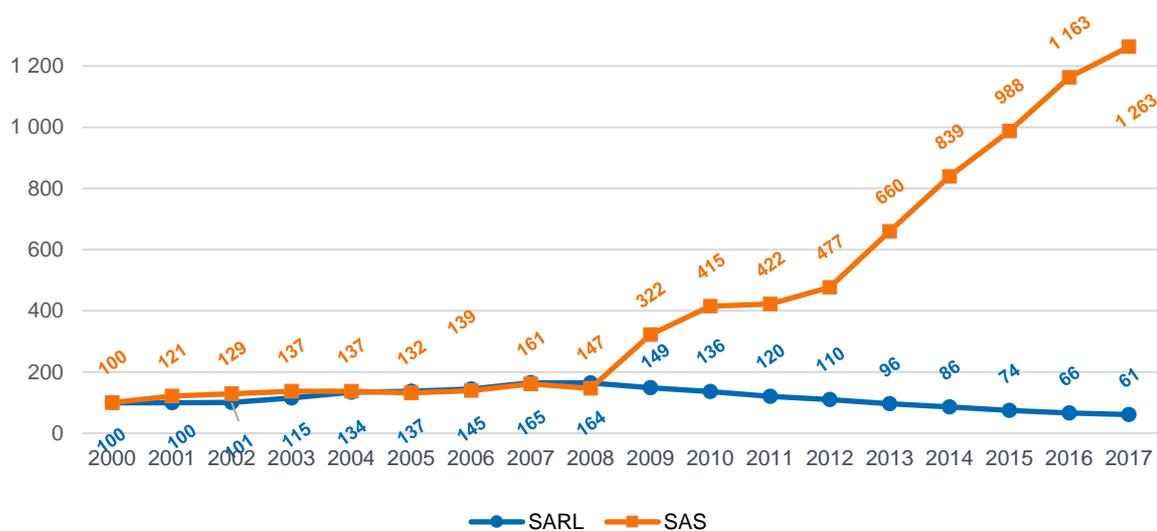
ÉVOLUTION ANNUELLE

Au sein des sociétés pluripersonnelles, l'évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017 fluctue considérablement selon la forme juridique, et poursuit en 2017 des tendances générales bien antérieures. Ainsi, les SAS (hors SASU) enregistrent une croissance de 9 % entre 2016 et 2017 alors que dans le même temps, les formes juridiques pluripersonnelles les plus courantes enregistrent une diminution : les SARL (- 8 %), les SA (- 19 %), les GIE (- 5 %).

Une préférence toujours plus marquée pour les SAS

Alors que les créations de SAS enregistrent chaque année une croissance plus ou moins importante depuis le début de ce siècle (leur nombre a été multiplié par plus de 12 entre 2000 et 2017), les SARL ne cessent de diminuer depuis 2008, au point d'enregistrer un niveau de créations nettement inférieur à ce qu'il était en 2000 depuis 2013. C'est un effet de vases communicants qui s'observe pour ces deux formes juridiques.

Évolution du nombre de créations des SARL (hors EURL) et des SAS (hors SASU) entre 2000 et 2017 (en indice base 100 en 2000)



Qu'elles soient unipersonnelles ou pluripersonnelles, les SARL sont de moins en moins nombreuses au profit des SAS. Néanmoins, l'érosion des SARL pluripersonnelles n'est pas complètement imputable à ce changement d'intérêt.

Les sociétés par actions simplifiées (SAS) ont bénéficié d'aménagements mis en place dès le 1^{er} janvier 2009 avec la loi de modernisation de l'économie. Elle a facilité les immatriculations d'entreprises sous cette forme juridique en laissant les actionnaires libres de fixer eux-mêmes le montant du capital de la société. Il n'existe donc plus de seuil minimal pour cette forme juridique (qui s'élevait à 37 000 € jusqu'en 2009).

Par ailleurs, les dirigeants de SAS et de SASU ont le statut social d'assimilé salarié, contrairement aux dirigeants majoritaires de SARL et d'EURL, par exemple. Le dirigeant paie ainsi des cotisations sociales uniquement s'il est rémunéré. La liberté de fonctionnement de ces statuts ainsi que le régime social d'assimilé salarié des dirigeants expliquent en grande

ÉVOLUTION ANNUELLE

partie la forte croissance des SAS et SASU. L'intérêt que peut avoir ce statut juridique pour nombre de créateurs d'entreprises a certainement contribué à déplacer le choix juridique d'une SARL (dont l'EURL) vers une SAS (dont une SASU).

Cet intérêt de plus en plus marqué des entrepreneurs pour les SAS au détriment des SARL est à l'origine de l'évolution contrastée de ces deux formes juridiques. Cette différence a également agi sur la part des entreprises concernées parmi les créations. En 2000, les SAS représentaient une faible minorité des créations pluripersonnelles (5 % de l'ensemble des créations pluripersonnelles), les SARL étaient nettement majoritaires (84 %). En revanche, en 2017, les SAS représentent la plus forte part des créations de sociétés pluripersonnelles (49 %), alors que les SARL ne représentent que 44 % des créations pluripersonnelles. La représentation plus importante des SAS est inédite en 2017, jusque-là, les SARL restaient la forme la plus prisée.



Les secteurs d'activité

Secteur d'activité	Nombre de créations d'entreprises en 2017	Répartition des créations d'entreprises en 2017	Part de micro-entrepreneurs parmi les créations de 2017
Activités secondaires	83 854	14,2 %	23 %
Industrie	22 851	3,9 %	29 %
Construction	61 003	10,3 %	21 %
Activités de type commerce	173 414	29,3 %	29 %
Commerce de détail	58 473	9,9 %	31 %
Commerce de gros	10 220	1,7 %	11 %
Commerce de bouche	2 238	0,4 %	11 %
Immobilier	22 285	3,8 %	15 %
Hébergement et restauration	31 077	5,3 %	20 %
Services en direction des personnes	32 372	5,5 %	52 %
Commerce et réparation automobile	16 749	2,8 %	23 %
Activités de type services	333 999	56,5 %	52 %
Courtage	13 202	2,2 %	15 %
Transports	41 897	7,1 %	57 %
Activités scientifiques et techniques	103 219	17,5 %	60 %
Activités de soutien aux entreprises	36 610	6,2 %	36 %
Information et communication	29 826	5,0 %	54 %
Enseignement	29 258	5,0 %	82 %
Arts, spectacles et activités récréatives	20 245	3,4 %	71 %
Santé	43 169	7,3 %	36 %
Activités financières	16 573	2,8 %	12 %
Ensemble des secteurs	591 267	100,0 %	40,9 %

Plus de la moitié des entreprises créées en 2017 ont une activité de type services. La part de ces entreprises a considérablement augmenté au cours de ces dernières années. Elles ont connu un premier essor en 2009 avec le régime du micro-entrepreneur et représentent alors 45 % des créations contre 42 % l'année précédente. Leur part a continué de progresser pour atteindre 56 % des créations en 2017.

Par ailleurs, les cinq secteurs d'activité les plus représentés regroupent la moitié des créations d'entreprises en France : les activités scientifiques et techniques² (18 %), la construction (10 %), le commerce de détail (10 %), la santé (7 %) et les transports (7 %).

La part des créations sous forme de micro-entreprise varie considérablement selon le secteur d'activité : entre 11 % des créations dans le commerce de gros ou le commerce de bouche et 82 % des créations dans le secteur de l'enseignement.

Les nouvelles entreprises bénéficiant de ce régime sont majoritaires dans des secteurs de type services :

- l'information et la communication (54 %) ;
- le transport (57 %) et principalement les activités de postes et de courriers divers (85 % de micro-entrepreneurs) qui comprennent notamment les activités de livraison à domicile de courses ou de repas telles que les coursiers travaillant avec des plateformes

² Ce secteur regroupe notamment les activités de juriste, d'avocat, d'expert-comptable, de conseil de gestion, d'architecte, de photographe, de traducteur...

ÉVOLUTION ANNUELLE

comme UberEATS, Deliveroo, Foodora... Elles représentent 79 % des créations de micro-entrepreneurs du secteur des transports ;

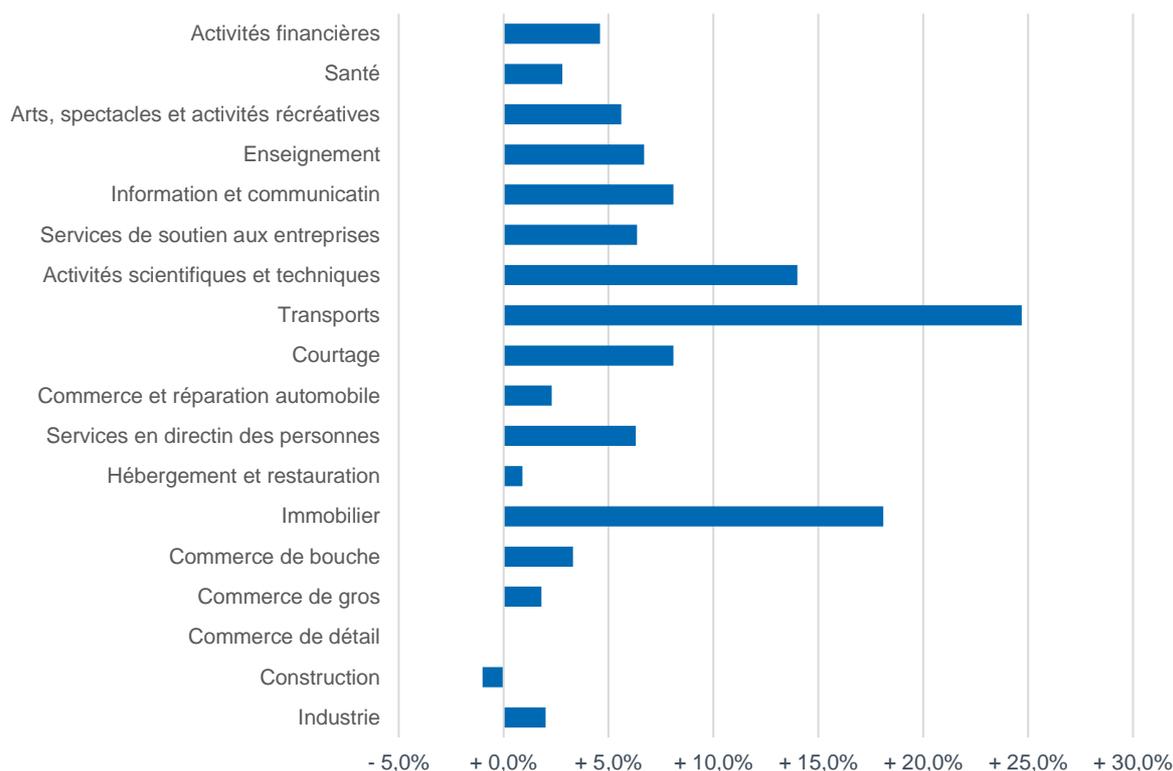
- les activités scientifiques et techniques (59 %) ;
- les arts, spectacles et activités récréatives (71 %) ;
- l'enseignement (82 %).

La surreprésentation des entreprises créées sous le régime du micro-entrepreneur en 2017 dans le secteur des transports est relativement récente ; jusqu'en 2014, cette catégorie d'entreprises était minoritaire. Cela résulte essentiellement de la forte croissance des créations d'entreprises dans les activités de postes et de courriers divers, dont le nombre de créations a été multiplié par 23 en trois ans, mais qui connaissent déjà une surreprésentation en 2014 (88 % de créations de micro-entrepreneurs dans cette activité).

Le secteur des transports toujours en tête des croissances

Entre 2016 et 2017, la plupart des secteurs d'activité ont enregistré une croissance du nombre de créations d'entreprises qui varie entre + 2 % pour le commerce de gros et + 25 % pour les transports. Seuls trois secteurs d'activité ne sont pas concernés par la croissance et s'inscrivent dans la stabilité : la construction, le commerce de détail, et l'hébergement et restauration.

Évolution des créations d'entreprises entre 2016 et 2017 selon le secteur d'activité



La stabilité observée dans les secteurs de la construction et du commerce de détail entre 2016 et 2017 fait suite à plusieurs années de chute du nombre de créations : - 36 % entre

ÉVOLUTION ANNUELLE

2009 et 2016 pour le secteur du commerce de détail, et – 27 % entre 2012 et 2016 dans le secteur de la construction. La baisse observée dans ces deux secteurs d'activité est uniquement imputable aux créations de micro-entrepreneurs dont le nombre a diminué de 67 % dans le commerce de détail entre 2009 et 2017 (contre une augmentation de 14 % pour les créations d'entreprises traditionnelles sur cette même période) et de 72 % dans la construction entre 2012 et 2017 (contre une hausse de 26 % sur ce même intervalle pour les créations d'entreprises traditionnelles).

Trois secteurs connaissent une croissance importante entre 2016 et 2017 : les activités scientifiques et techniques (+ 14 %), l'immobilier (+ 18 %) et les transports (+ 25 %).

Depuis plusieurs années, le secteur des transports enregistre une croissance du nombre de créations d'entreprises, et l'année 2017 prolonge cette tendance. Depuis 2013, ce secteur connaît la plus forte croissance du nombre de créations d'entreprises. En six ans, le nombre de nouvelles unités a plus que quadruplé dans ce secteur par une forte hausse des créations d'entreprises traditionnelles (dont le nombre de créations a été multiplié par 2,5 en six ans), mais surtout, une explosion des créations de micro-entrepreneurs dont le nombre a été multiplié par plus de 9 sur ce même intervalle. Cette croissance rapide a eu pour effet d'accroître fortement la part des micro-entrepreneurs parmi les créateurs dans le secteur des transports, qui est passée de 28 % en 2011 à 57 % en 2017.

La forte croissance de ce secteur entre 2016 et 2017 est essentiellement imputable aux activités diverses de postes et de courriers (qui comprend notamment les livraisons de repas), dont le nombre de créations a augmenté de 64 %. Depuis quatre ans, cette activité connaît un essor considérable : le nombre de créations a été multiplié par 49. Aujourd'hui, cette activité représente 53 % des créations du secteur contre 4 % en 2013.

Les activités immobilières enregistrent une progression du nombre de créations d'entreprises depuis 2014 et prolongent cette tendance en 2017. Ainsi, en quatre ans, ce secteur d'activité a enregistré une croissance de 43 %.

Entre 2016 et 2017, toutes les activités du secteur ont connu une croissance, à l'exception des activités de support juridique de gestion de patrimoine immobilier dont le nombre de créations a diminué de 14 %.

La croissance la plus forte observée sur cette période concerne les agences immobilières (+ 20 %), qui représentent également la part la plus importante des créations du secteur (53 %). Cette activité est en hausse depuis trois ans (+ 54 %).

Pour la deuxième année consécutive, les secteurs des activités scientifiques et techniques se caractérisent par une augmentation du nombre de nouvelles unités (+ 25 % entre 2015 et 2017).

Dans ce secteur, trois activités connaissent une croissance supérieure à 10 % entre 2016 et 2017 : les activités juridiques (+ 13 %), les activités de conseil en relations publiques et communication (+ 20 %), et les activités de conseil pour les affaires et la gestion (+ 31 %). La hausse des activités de conseil s'observe depuis plusieurs années : + 32 % entre 2014 et 2017 pour les activités de conseil en relations publiques et communication, et + 81 % pour les activités de conseil pour les affaires et la gestion.

ÉVOLUTION ANNUELLE

Outre les secteurs ayant connu une forte croissance, certaines activités qui n'y sont pas rattachées ont également connu une hausse importante entre 2016 et 2017 : les activités de vente à distance par catalogue, dont la vente par Internet (+ 37 %), l'édition de journaux (+ 65 %), l'édition de revues et périodiques (+ 43 %), la gestion de fonds (+ 299 %), l'accueil de jeunes enfants (+ 32 %). La forte croissance observée dans ces activités en 2017 est le prolongement d'une période plus ou moins longue de hausse des créations.

À partir de 2011, la création d'entreprise s'est globalement stabilisée jusqu'en 2016 pour croître de nouveau en 2017. Toutefois, cette évolution n'a pas été identique pour toutes les activités, certaines ayant enregistré une forte croissance sur cette période (voir le tableau ci-dessous) :

Secteurs ayant enregistré une forte hausse constante depuis 2011

Secteur d'activité	Nombre de créations d'entreprises en 2017	Évolution entre 2011 et 2017	Évolution entre 2016 et 2017
Fabrication de bières	318	+ 405 %	+ 25 %
Fabrication d'articles textiles hors habillement	623	+ 108 %	+ 13 %
Transports urbains et suburbains de voyageurs	283	+ 608 %	- 32 %
Transport de voyageurs par taxi (dont VTC et motos taxis)	13 232	+ 461 %	- 2 %
Activités diverses de postes et de courriers	22 241	+ 4136 %	+ 64 %
Édition de journaux	881	+ 913 %	+ 65 %
Production de films et de programmes pour la télévision	1 354	+ 115 %	+ 7 %
Portails Internet	2 261	+ 187 %	+ 10 %
Gestion de fonds	2 001	+ 480 %	+ 299 %
Recherche et développement en sciences humaines et sociales	738	+ 219 %	- 2 %
Recherche et développement en sciences physiques et naturelles (hors biotechnologies)	765	+ 177 %	- 8 %
Enseignement secondaire technique ou professionnel	786	+ 992 %	+ 2 %
Enseignement supérieur	1 489	+ 178 %	+ 9 %
Accueil de jeunes enfants	1 557	+ 339 %	+ 32 %
Ensemble des secteurs	291 267	+ 8 %	+ 7 %

La plupart de ces activités ont déjà été abordées dans ce chapitre comme étant celles enregistrant de fortes croissances entre 2016 et 2017. Toutefois, un certain nombre d'entre elles ont connu une diminution entre 2016 et 2017, mais malgré cette baisse plus ou moins importante, le niveau de création de ces activités reste très élevé au regard de ce qu'il était en 2011. C'est le cas des activités de transports urbains et suburbains de voyageurs, de recherche et développement en sciences physiques et naturelles, de recherche et développement en sciences humaines et sociales ou encore de transport de voyageurs par taxi.

D'autres secteurs, en revanche, ont enregistré une très forte baisse entre 2011 et 2017 qui résulte souvent d'une érosion annuelle progressive.



ÉVOLUTION ANNUELLE

Secteurs ayant enregistré une forte baisse constante depuis 2011

Secteur d'activité	Nombre de créations d'entreprises en 2017	Évolution entre 2011 et 2017	Évolution entre 2016 et 2017
Divers travaux spécialisés dans la construction	604	- 67 %	- 4 %
Vente à domicile	1 835	- 70 %	- 38 %
Vente par automate et autre commerce hors magasin, éventaires ou marchés	838	- 84 %	- 37 %
Postproduction de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision	333	- 48 %	+ 14 %
Diverses activités informatiques	701	- 73 %	- 21 %
Formation continue d'adultes	3 815	- 57 %	+ 1 %
Diverses créations artistiques	1 266	- 60 %	- 2 %
Activités de clubs de sports	228	- 68 %	+ 23 %
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	1 125	- 57 %	- 10 %
Réparation de divers biens personnels et domestiques	2 096	- 52 %	- 7 %
Ensemble des secteurs	291 267	+ 8 %	+ 7 %

La plupart des fortes baisses observées entre 2011 et 2017 s'accompagnent le plus souvent d'une diminution plus ou moins importante du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017.

Nouvelle diminution des créations employant des salariés

En 2017, 4 % des entreprises créées emploient au moins un salarié dès le démarrage de leur activité, soit 23 190 unités.

Si l'on ne prend pas en compte les micro-entrepreneurs, pour lesquels l'emploi de salariés est incompatible avec le régime, la part d'entreprises « traditionnelles » employant des salariés à leur démarrage s'élève à 7 %.

Répartition des créations d'entreprises en 2017 selon le nombre de salariés au démarrage de l'activité

Départements	Nombre de créations d'entreprises en 2017	Répartition des créations d'entreprises en 2017	Répartition des créations « traditionnelles » en 2017
Aucun salarié	568 077	96,1 %	93,4 %
Emploi de salarié(s)	23 190	3,9 %	6,6 %
dont 1 à 2 salariés	17 791	3,0 %	5,1 %
dont 3 à 5 salariés	2 846	0,5 %	0,8 %
dont 6 à 9 salariés	831	0,1 %	0,2 %
dont 10 salariés et plus	1 722	0,3 %	0,5 %
Ensemble des créations	591 267	100 %	100 %

Alors que le nombre de créations d'entreprises n'employant pas de salarié a augmenté entre 2016 et 2017 (+ 7 %), celui des entreprises qui en emploient a diminué (- 5 %). Bien que l'année 2016 se soit caractérisée par une stabilisation, les créations d'entreprises employant des salariés au démarrage de l'activité sont en constante diminution depuis dix ans (- 46 % entre 2007 et 2017). D'ailleurs, cette tendance à la baisse s'observe depuis le début du siècle, malgré une hausse conséquente en 2006 et 2007. Ainsi, cette catégorie d'entreprises enregistre en 2017 son plus bas niveau de créations depuis le début du siècle.

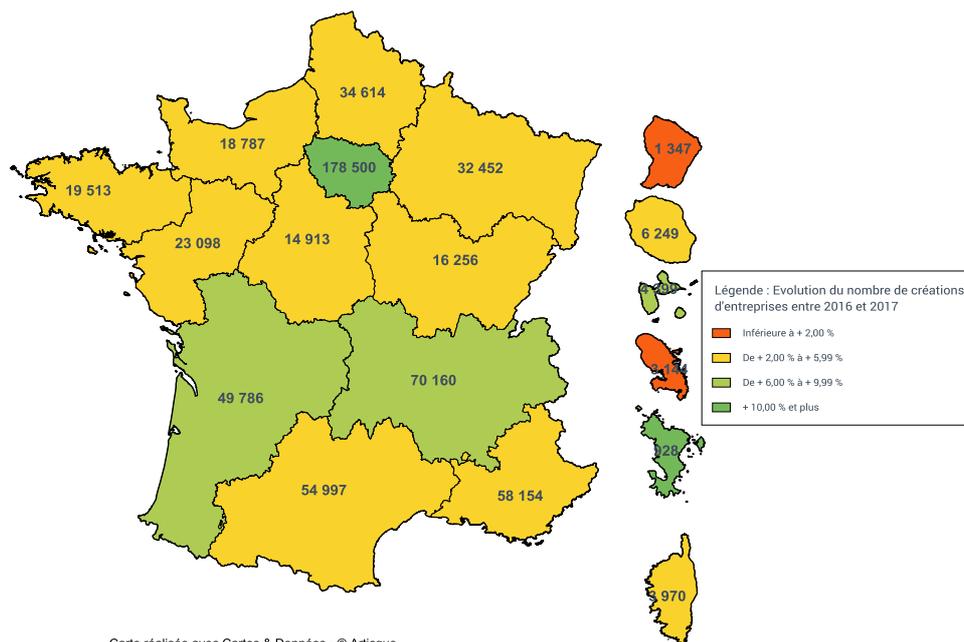
Évolution du nombre de créations d'entreprises employant des salariés entre 2000 et 2017



La hausse du nombre de créations d'entreprises « traditionnelles » enregistrée ces cinq dernières années a donc uniquement profité aux entreprises n'employant pas de salariés (+ 53 % entre 2012 et 2017), les entreprises qui en emploient ayant vu leur nombre de créations chuter de 22 %.

La plupart des régions connaissent une croissance entre 2016 et 2017

Nombre de créations d'entreprises en 2016 et évolution entre 2016 et 2017 par régions



L'ensemble des régions de France a enregistré une hausse du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017, à l'exception de la Martinique et de la Guyane qui ont connu une diminution (respectivement - 2 % et - 11 %).

La plupart des régions connaissent une hausse équivalente, comprise entre + 3 % et + 5 %. Toutefois, cinq d'entre elles se démarquent par une croissance supérieure :

- ▶ Guadeloupe (+ 7 %),
- ▶ Auvergne-Rhône-Alpes (+ 8 %),
- ▶ Nouvelle-Aquitaine (+ 8 %),
- ▶ Île-de-France (+ 10 %),
- ▶ Mayotte (+ 16 %).

L'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle-Aquitaine poursuivent ainsi en 2017 la tendance globale à la croissance qu'elles connaissent depuis 2012. Ainsi, entre 2011 et 2017, leur nombre de créations enregistre des hausses comprises entre + 9 % et + 34 %, alors que cette évolution évolue entre - 9 % et + 3 % pour les autres régions métropolitaines. L'augmentation observée en Île-de-France a été telle durant cette période (+ 34 %), qu'elle enregistre en 2017 le nombre de créations le plus important depuis le début du siècle, y compris les années records de 2009 et 2010.

Ces trois régions sont particulièrement dynamiques en matière d'entrepreneuriat. En plus d'une croissance conséquente observée ces dernières années, leurs taux de créations comptaient parmi les plus élevés de France en 2016 :

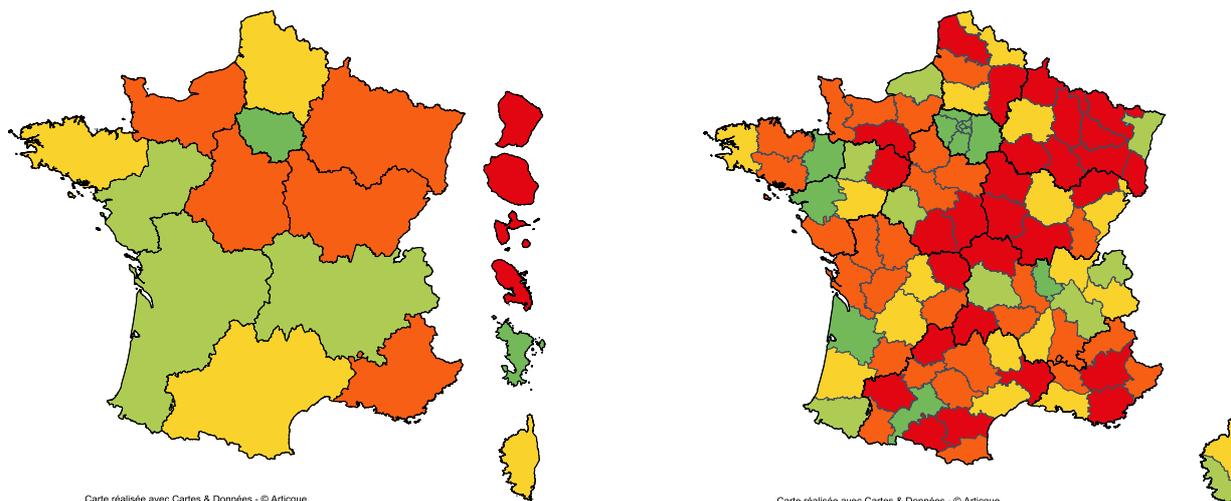
- ▶ 123 à 153 créations pour 1000 entreprises existantes (contre 119 en France métropolitaine hors Île-de-France) ;

ÉVOLUTION ANNUELLE

- ▶ 76 à 133 créations pour 10 000 habitants (contre 70 en France métropolitaine hors Île-de-France).

Concernant l'Île-de-France, tous les départements qui la composent bénéficient d'une forte croissance du nombre de créations entre 2011 et 2017. D'ailleurs, à l'exception de la Seine-et-Marne, l'ensemble de ces départements enregistrent en 2017 leur plus haut niveau de création depuis 2000.

Évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2011 et 2017 par régions et départements



En revanche, en Nouvelle-Aquitaine et en Auvergne-Rhône-Alpes, seuls quelques départements sont concernés par la croissance entre 2011 et 2017 :

- ▶ la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques pour la Nouvelle-Aquitaine ;
- ▶ le Rhône et la Haute-Savoie pour l'Auvergne-Rhône-Alpes.

Notons que la Gironde et le Rhône, qui accueillent une métropole, enregistrent en 2017 leur plus haut niveau de création depuis 2000.

Indicateurs de création d'entreprises pour les départements enregistrant les plus fortes hausses de créations entre 2011 et 2017

Départements	Métropole	Évolution 2011/2017	Évolution 2011/2014	Évolution 2014/2017	Taux de renouvellement 2011 ³
31 – Haute-Garonne	Toulouse	+ 15,2 %	+ 0,2 %	+ 17,2 %	179
33 – Gironde	Bordeaux	+ 29,2 %	+ 11,8 %	+ 22,9 %	181
44 – Loire-Atlantique	Nantes	+ 12,4 %	+ 4,4 %	+ 10,3 %	155
69 – Rhône	Lyon	+ 27,5 %	+ 2,0 %	+ 24,6 %	175
75 – Paris	Grand Paris	+ 33,5 %	+ 4,5 %	+ 29,1 %	136
78 – Yvelines	---	+ 22,2 %	+ 4,7 %	+ 18,7 %	168
91 – Essonne	---	+ 21,7 %	+ 8,8 %	+ 15,2 %	177
92 – Hauts-de-Seine	Grand Paris	+ 41,6 %	+ 4,5 %	+ 35,7 %	173
93 – Seine-St-Denis	Grand Paris	+ 54,9 %	+ 17,4 %	+ 32,0 %	195
94 – Val-de-Marne	Grand Paris	+ 41,5 %	+ 10,5 %	+ 30,0 %	191
95 – Val d'Oise	---	+ 31,7 %	+ 7,8 %	+ 21,9 %	187
France métropolitaine hors Île-de-France		+ 0,0 %	- 1,0 %	+ 1,0 %	154

³ Taux de renouvellement : nombre de créations d'entreprises en 2011 pour 1000 entreprises existantes au 1^{er} janvier 2011.

ÉVOLUTION ANNUELLE

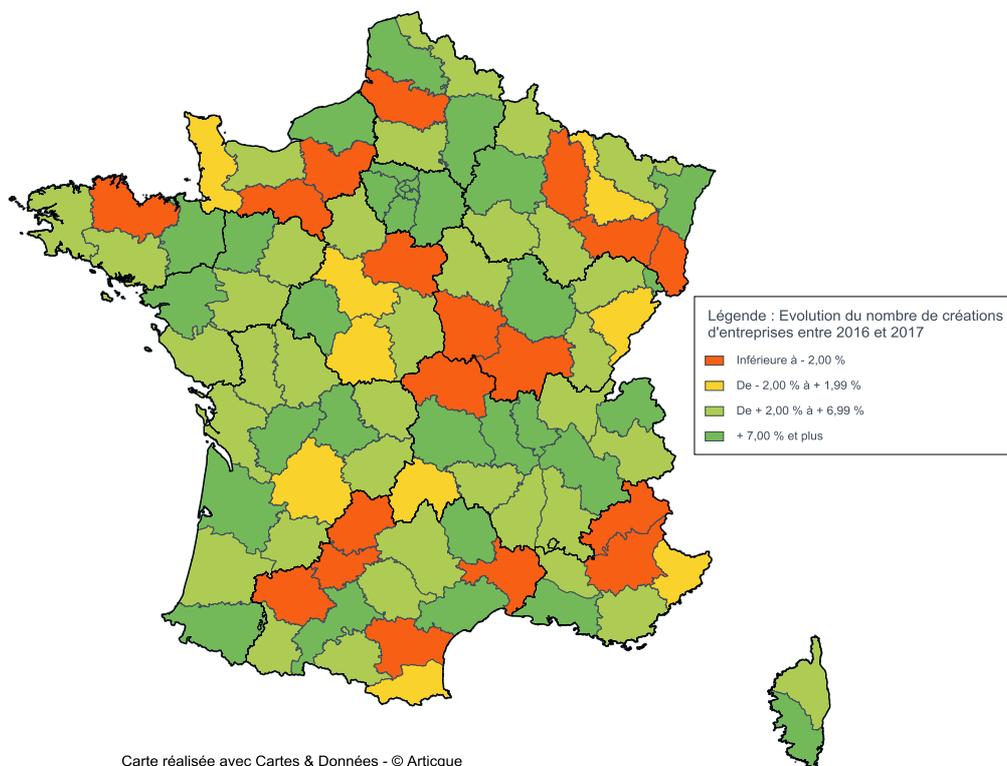
Les départements concernés par une explosion des créations entre 2011 et 2017 ne sont pas uniquement circonscrits aux trois régions citées précédemment. D'autres sont également concernés.

Parmi ces hausses importantes, certains départements enregistrent également en 2017 leur plus fort niveau de créations depuis 2000 : la Loire-Atlantique et la Haute-Garonne.

La plupart de ces départements font preuve d'un dynamisme entrepreneurial conséquent depuis plusieurs années. En effet, outre la forte hausse observée depuis 2011, sur une période de stabilité générale, leur taux de renouvellement en 2011 comptait parmi les plus élevés de métropole.

La hausse observée entre 2011 et 2017 s'est accentuée entre 2014 et 2017. La plupart de ces départements enregistrent également une des plus fortes croissances entre 2016 et 2017.

Évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017 par départements



Toutes les régions de France métropolitaine ont enregistré une hausse du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017. Il n'en va pas de même pour les départements qui connaissent des évolutions plus discriminantes sur cette même période. Ainsi, certains d'entre eux ont connu une baisse du nombre de créations qui peut parfois être importante.

ÉVOLUTION ANNUELLE

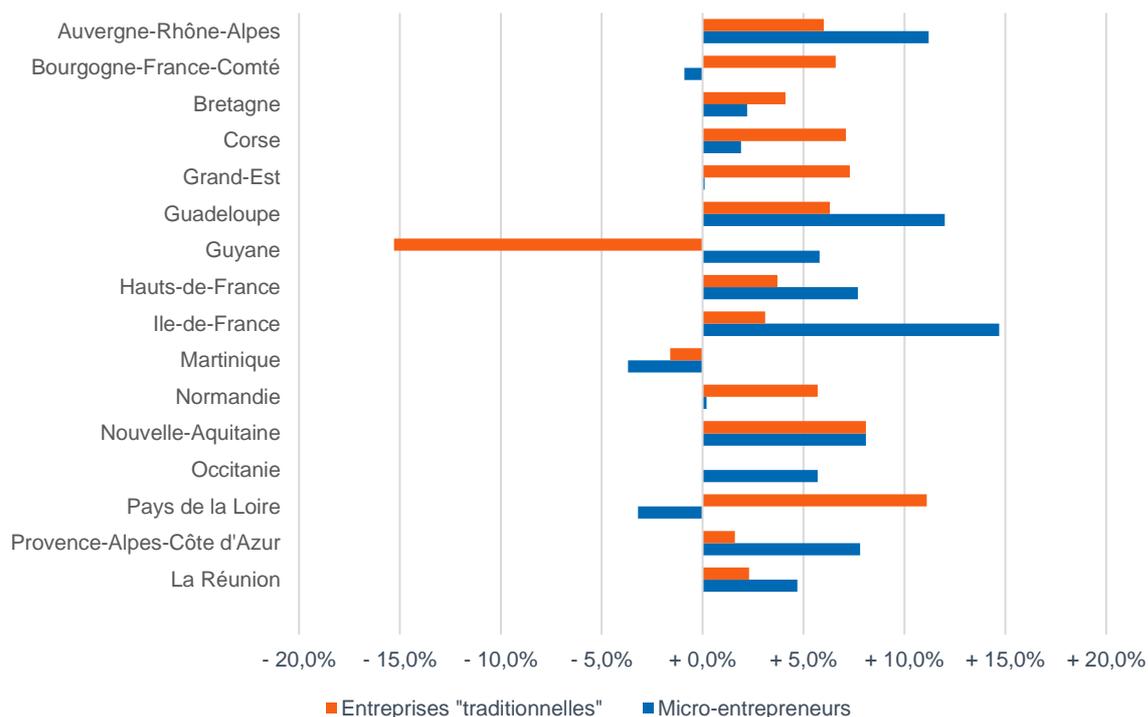
Indicateurs de création d'entreprises pour les départements enregistrant une baisse des créations entre 2016 et 2017

Départements	Évolution des créations d'entreprises entre 2011 et 2014	Évolution des créations d'entreprises entre 2014 et 2017	Évolution des créations d'entreprises entre 2016 et 2017		
			Ensemble des créations	Micro-entrepreneurs	Entreprises traditionnelles
58 – Nièvre	-4,8 %	-1,4 %	-3,0 %	-19,3 %	+11,8 %
27 – Eure	+3,0 %	-1,6 %	-2,8 %	-7,8 %	+0,1 %
55 – Meuse	-4,5 %	-9,8 %	-3,2 %	-37,2 %	+22,6 %
68 – Haut-Rhin	-3,2 %	-1,7 %	-1,7 %	-6,6 %	+1,4 %
30 – Gard	-12,0 %	-3,8 %	-3,0 %	-4,6 %	-1,6 %
46 – Lot	-2,4 %	-7,1 %	-2,2 %	-0,5 %	-3,2 %
32 – Gers	-1,0 %	-5,8 %	-11,1 %	-13,5 %	-9,9 %
France métropolitaine hors Île-de-France	-1,0 %	+1,0 %	+5,5 %	+5,5 %	+5,4 %

La baisse observée entre 2016 et 2017 dans ces départements est imputable aux micro-entrepreneurs, mais également aux entreprises « traditionnelles » pour le Gard, le Lot et le Gers.

Évolutions contrastées des micro-entrepreneurs en 2017⁴

Évolution du nombre de créations de micro-entrepreneurs et d'entreprises « traditionnelles » entre 2016 et 2017 par régions



⁴ Mayotte n'est pas prise en compte dans cette analyse, dans la mesure où le régime du micro-entrepreneur ne s'applique pas dans cette région.

ÉVOLUTION ANNUELLE

Entre 2016 et 2017, en France, les micro-entrepreneurs ont enregistré une croissance sensiblement supérieure à celle des entreprises « traditionnelles » (respectivement + 9 % et + 6 %). Néanmoins, selon la région, ces deux catégories d'entreprises n'ont pas connu la même évolution.

En effet, les régions ayant enregistré les plus fortes hausses du nombre de créations d'entreprises entre 2016 et 2017 connaissent une double croissance : celle des entreprises « traditionnelles » et celle des micro-entreprises. Même si la hausse des micro-entreprises est supérieure ou équivalente à celle des autres entreprises.

Il en va de même pour les départements qui ont enregistré les plus fortes croissances de créations entre 2016 et 2017 : ils sont caractérisés par une très forte croissance du nombre de créations de micro-entrepreneurs.

Le nombre de créations de micro-entrepreneurs tend globalement à la diminution depuis 2011 dans la plupart des régions de France. Beaucoup d'entre elles connaissent une hausse ou une stabilisation en 2017 au regard de 2016, à l'exception de la Martinique, du Centre-Val de Loire et Pays de la Loire qui poursuivent leur diminution, atteignant ainsi en 2017 leur plus faible niveau de créations de micro-entrepreneurs.

À l'inverse, l'Île-de-France enregistre la plus forte croissance de cette catégorie d'entreprises entre 2016 et 2017 (+ 15 %) et poursuit ainsi la tendance amorcée en 2016. En deux ans, cette région a enregistré une croissance de 30 % des créations de micro-entrepreneurs, atteignant ainsi, en 2017, son plus haut niveau de créations depuis la mise en place du régime.

À l'exception de la Martinique et de la Guyane, toutes les régions de France connaissent en 2017 une hausse du nombre de créations d'entreprises « traditionnelles » entre 2016 et 2017 se plaçant dans la continuité des quatre années précédentes pour atteindre leur plus haut niveau de créations. Ainsi, à l'exception de la Guadeloupe, toutes les régions de France ont vu leur nombre de créations d'entreprises « traditionnelles » s'accroître : de + 16 % à + 23 % pour les régions d'outre-mer, et de + 34 % à + 70 % pour les régions métropolitaines.

La hausse du nombre de créations d'entreprises « traditionnelles », couplée à la baisse des créations de micro-entrepreneurs, a conduit à une diminution continue de la part des micro-entrepreneurs parmi l'ensemble des créations, passant de 58 % en 2010 à 38 % en 2017 pour l'ensemble des régions de France. Ce phénomène se retrouve dans toutes les régions de France dans des proportions plus ou moins importantes.

Il convient toutefois de noter que l'Île-de-France est la région qui recense la plus grande part de micro-entrepreneurs en 2017 (49 % contre 32 % à 41 % pour les autres régions métropolitaines).

La création dans les 22 métropoles de France métropolitaine

46 % des créations d'entreprises de France métropolitaine sont localisées dans une des 22 métropoles ; si l'on exclut l'Île-de-France, et donc le Grand Paris, ce sont 33 % des créations qui sont localisées dans une des 21 métropoles.

ÉVOLUTION ANNUELLE

Toutefois, au sein des départements concernés, la part des créations dans les métropoles varie fortement : entre 23 % pour Brest métropole et 94 % pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Les métropoles font preuve d'un plus grand dynamisme entrepreneurial que les autres zones. Cela s'observe notamment par une évolution annuelle toujours plus favorable.

Ainsi, entre 2016 et 2017, les métropoles ont connu une croissance du nombre de créations nettement supérieure à celle de l'ensemble des autres communes métropolitaines (respectivement + 11 % contre + 4 %).

La plupart des métropoles enregistrent une évolution plus favorable que celle des communes du même département qui leur sont extérieures. Ainsi, l'évolution plus favorable observée dans un certain nombre de départements comprenant une métropole est essentiellement imputable à la hausse du nombre de créations dans les métropoles.



ANNEXES

Indicateurs 2017 par régions et départements

	Nombre de créations en 2017	Part des micro-entrepreneurs en 2017	Évolution des créations entre 2016 et 2017		
			Ensemble des entreprises	Micro-entrepreneurs	Entreprises traditionnelles
Auvergne-Rhône-Alpes	70 160	39,5 %	+ 8,0 %	+ 11,2 %	+ 6,0 %
Ain	4 310	37,5 %	+ 3,0 %	- 1,4 %	+ 5,9 %
Allier	1 730	27,6 %	- 0,5 %	+ 14,1 %	- 5,1 %
Ardèche	2 359	33,3 %	+ 2,0 %	- 0,8 %	+ 3,5 %
Cantal	615	22,6 %	+ 2,0 %	+ 13,9 %	- 1,0 %
Drôme	4 373	37,0 %	+ 2,7 %	+ 5,6 %	+ 1,1 %
Isère	11 001	42,4 %	+ 8,4 %	+ 11,1 %	+ 6,5 %
Loire	5 326	31,9 %	+ 6,4 %	+ 6,3 %	+ 6,5 %
Haute-Loire	1 206	26,6 %	+ 5,1 %	+ 13,4 %	+ 2,3 %
Puy-de-Dôme	4 285	32,4 %	+ 9,8 %	+ 10,7 %	+ 9,4 %
Rhône	23 368	45,1 %	+ 12,7 %	+ 20,2 %	+ 7,3 %
Savoie	4 275	34,3 %	+ 5,3 %	+ 1,0 %	+ 7,7 %
Haute-Savoie	7 312	40,7 %	+ 6,7 %	+ 4,9 %	+ 7,9 %
Bourgogne-Franche-Comté	16 256	39,7 %	+ 3,5 %	- 0,9 %	+ 6,6 %
Côte-d'Or	3 703	41,2 %	+ 9,5 %	+ 18,5 %	+ 3,9 %
Doubs	3 279	39,5 %	+ 1,4 %	- 1,8 %	+ 3,7 %
Jura	1 538	36,9 %	+ 5,5 %	+ 6,0 %	+ 5,2 %
Nièvre	958	39,7 %	- 3,0 %	- 19,3 %	+ 11,8 %
Saône	1 121	31,5 %	+ 4,3 %	+ 2,0 %	+ 5,3 %
Saône-et-Loire	2 984	42,1 %	- 0,1 %	- 11,9 %	+ 10,7 %
Yonne	1 875	40,3 %	+ 2,2 %	- 7,8 %	+ 10,0 %
Territoire de Belfort	798	39,3 %	+ 7,0 %	+ 4,3 %	+ 9,0 %
Bretagne	23 098	38,5 %	+ 3,4 %	+ 2,2 %	+ 4,1 %
Côtes-d'Armor	3 065	29,8 %	- 0,4 %	- 7,9 %	+ 3,2 %
Finistère	4 781	46,6 %	+ 3,2 %	+ 2,7 %	+ 3,6 %
Ille-et-Vilaine	7 079	39,2 %	+ 6,0 %	+ 7,7 %	+ 5,0 %
Morbihan	4 588	34,8 %	+ 2,1 %	- 0,9 %	+ 3,8 %
Centre-Val de Loire	14 913	31,9 %	+ 3,5 %	- 2,6 %	+ 6,6 %
Cher	1 422	33,3 %	+ 4,1 %	- 12,2 %	+ 14,8 %
Eure-et-Loir	2 429	32,6 %	+ 2,7 %	- 8,9 %	+ 9,4 %
Indre	1 002	28,7 %	+ 1,6 %	- 15,3 %	+ 10,5 %
Indre-et-Loire	4 139	33,9 %	+ 10,3 %	+ 10,6 %	+ 10,1 %
Loir-et-Cher	1 864	28,5 %	+ 1,3 %	+ 2,5 %	+ 0,8 %
Loiret	4 057	31,3 %	- 1,1 %	- 5,9 %	+ 1,3 %
Corse	3 970	35,4 %	+ 5,2 %	+ 1,9 %	+ 7,1 %
Corse-du-Sud	1 982	47,1 %	+ 7,7 %	+ 5,8 %	+ 9,5 %
Haute-Corse	1 988	23,8 %	+ 2,8 %	- 5,0 %	+ 5,5 %

ÉVOLUTION ANNUELLE

	Nombre de créations en 2017	Part des micro-entrepreneurs en 2017	Évolution des créations entre 2016 et 2017		
			Ensemble des entreprises	Micro-entrepreneurs	Entreprises traditionnelles
Grand Est	32 452	35,8 %	+ 4,6 %	+ 0,1 %	+ 7,3 %
Ardennes	1 335	32,5 %	+ 4,7 %	+ 25,8 %	- 3,1 %
Aude	1 647	34,6 %	+ 4,4 %	+ 10,7 %	+ 1,3 %
Marne	3 568	42,2 %	+ 13,7 %	+ 46,6 %	- 2,3 %
Haute-Marne	720	30,8 %	+ 2,9 %	+ 5,2 %	+ 1,8 %
Meurthe-et-Moselle	3 953	35,0 %	+ 1,7 %	- 18,1 %	+ 17,0 %
Meuse	716	28,1 %	- 3,2 %	- 37,2 %	+ 22,6 %
Moselle	5 651	32,0 %	+ 4,8 %	- 10,1 %	+ 13,7 %
Bas-Rhin	8 423	39,6 %	+ 8,3 %	+ 8,9 %	+ 7,8 %
Haut-Rhin	4 432	36,6 %	- 1,7 %	- 6,6 %	+ 1,4 %
Vosges	2 007	26,7 %	- 0,5 %	- 22,0 %	+ 10,5 %
Hauts-de-France	34 614	39,2 %	+ 5,2 %	+ 7,7 %	+ 3,7 %
Aisne	2 564	32,9 %	+ 10,6 %	+ 4,6 %	+ 13,7 %
Nord	17 362	43,0 %	+ 4,9 %	+ 8,8 %	+ 2,2 %
Oise	5 227	38,3 %	+ 3,3 %	+ 7,2 %	+ 1,1 %
Pas-de-Calais	6 797	34,0 %	+ 8,0 %	+ 8,9 %	+ 7,5 %
Somme	2 664	35,9 %	- 0,3 %	+ 1,4 %	- 1,2 %
Île-de-France	178 500	48,7 %	+ 10,1 %	+ 14,7 %	+ 6,1 %
Paris	61 982	47,9 %	+ 7,2 %	+ 9,1 %	+ 5,5 %
Seine-et-Marne	12 264	44,7 %	+ 8,3 %	+ 10,7 %	+ 6,4 %
Yvelines	14 433	52,5 %	+ 8,8 %	+ 14,3 %	+ 3,3 %
Essonne	11 797	48,0 %	+ 8,3 %	+ 16,6 %	+ 1,6 %
Hauts-de-Seine	25 288	52,4 %	+ 13,1 %	+ 16,9 %	+ 9,1 %
Seine-Saint-Denis	22 580	46,4 %	+ 16,2 %	+ 19,2 %	+ 13,8 %
Val-de-Marne	17 390	52,9 %	+ 14,6 %	+ 26,3 %	+ 3,8 %
Val-d'Oise	12 766	44,0 %	+ 7,5 %	+ 17,7 %	+ 0,7 %
Normandie	18 787	34,9 %	+ 3,7 %	+ 0,2 %	+ 5,7 %
Calvados	4 721	36,5 %	+ 5,4 %	+ 3,3 %	+ 6,7 %
Eure	3 419	34,3 %	- 2,8 %	- 7,8 %	+ 0,1 %
Manche	2 210	29,4 %	+ 1,8 %	- 0,2 %	+ 2,7 %
Orne	1 332	32,1 %	+ 0,3 %	- 9,7 %	+ 5,8 %
Seine-Maritime	7 105	36,3 %	+ 7,3 %	+ 4,3 %	+ 9,1 %
Nouvelle-Aquitaine	49 786	34,9 %	+ 8,1 %	+ 8,1 %	+ 8,1 %
Charente	2 100	31,6 %	+ 10,7 %	+ 3,9 %	+ 14,1 %
Charente-Maritime	5 121	43,2 %	+ 5,2 %	+ 4,3 %	+ 5,8 %
Corrèze	1 374	26,0 %	+ 5,1 %	+ 19,4 %	+ 0,9 %
Creuse	568	23,1 %	+ 4,2 %	+ 9,2 %	+ 2,8 %
Dordogne	3 113	29,1 %	+ 1,7 %	- 2,2 %	+ 3,3 %
Gironde	19 657	35,6 %	+ 12,4 %	+ 17,8 %	+ 9,6 %
Landes	3 390	30,3 %	+ 5,8 %	+ 3,2 %	+ 7,0 %
Lot-et-Garonne	2 160	41,1 %	+ 2,9 %	+ 17,3 %	- 5,2 %
Pyrénées-Atlantiques	5 772	34,1 %	+ 7,4 %	+ 8,9 %	+ 6,6 %
Deux-Sèvres	1 803	35,9 %	+ 5,6 %	- 0,6 %	+ 9,5 %
Vienne	2 492	34,6 %	+ 2,2 %	- 1,9 %	+ 4,6 %
Haute-Vienne	2 236	31,8 %	+ 8,4 %	- 24,2 %	+ 35,7 %



ÉVOLUTION ANNUELLE

	Nombre de créations en 2017	Part des micro-entrepreneurs en 2017	Évolution des créations entre 2016 et 2017		
			Ensemble des entreprises	Micro-entrepreneurs	Entreprises traditionnelles
Occitanie	54 997	40,2 %	+ 4,7 %	+ 5,7 %	+ 4,0 %
Ariège	1 191	28,9 %	+ 6,0 %	+ 11,0 %	+ 4,1 %
Aude	3 126	49,8 %	- 0,9 %	- 3,6 %	+ 0,4 %
Aveyron	1 613	45,9 %	+ 2,1 %	+ 1,6 %	+ 2,5 %
Gard	6 414	49,8 %	- 3,0 %	- 4,3 %	- 1,6 %
Haute-Garonne	14 637	44,2 %	+ 12,3 %	+ 25,6 %	+ 3,6 %
Gers	1 278	33,2 %	- 11,1 %	- 13,5 %	- 9,9 %
Hérault	14 127	43,5 %	+ 6,7 %	+ 1,9 %	+ 10,8 %
Lot	1 155	37,0 %	- 2,2 %	- 0,5 %	- 3,2 %
Lozère	437	31,3 %	- 1,1 %	- 5,9 %	+ 1,3 %
Hautes-Pyrénées	1 706	32,3 %	+ 3,6 %	- 0,5 %	+ 5,7 %
Pyrénées-Orientales	4 710	28,1 %	- 3,2 %	- 37,2 %	+ 22,6 %
Tarn	2 698	31,0 %	+ 3,2 %	+ 4,4 %	+ 2,6 %
Tarn-et-Garonne	1 905	26,5 %	- 1,0 %	- 13,3 %	+ 4,2 %
Pays de la Loire	23 098	38,1 %	+ 5,2 %	- 3,2 %	+ 11,1 %
Loire-Atlantique	10 841	45,3 %	+ 6,2 %	- 5,5 %	+ 18,2 %
Maine-et-Loire	4 474	31,4 %	+ 3,6 %	+ 1,3 %	+ 4,6 %
Mayenne	1 478	27,5 %	+ 9,7 %	- 3,6 %	+ 15,8 %
Sarthe	2 500	32,3 %	+ 4,2 %	- 3,5 %	+ 8,3 %
Vendée	3 805	33,3 %	+ 3,3 %	+ 1,5 %	+ 4,2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	58 154	41,3 %	+ 4,1 %	+ 7,8 %	+ 1,6 %
Alpes-de-Haute-Provence	1 344	38,5 %	- 0,3 %	+ 12,9 %	- 7,1 %
Hautes-Alpes	1 303	41,3 %	+ 0,2 %	+ 13,7 %	- 7,5 %
Alpes-Maritimes	15 587	41,2 %	+ 1,3 %	+ 2,2 %	+ 0,6 %
Bouches-du-Rhône	22 176	48,0 %	+ 7,4 %	+ 13,7 %	+ 2,2 %
Var	12 068	32,4 %	+ 3,1 %	+ 1,8 %	+ 3,7 %
Vaucluse	5 676	34,8 %	+ 3,4 %	+ 6,1 %	+ 2,0 %
France métropolitaine hors Île-de-France	396 700	38,3 %	+ 5,5 %	+ 5,4 %	+ 5,5 %
Guadeloupe	4 399	19,3 %	+ 7,3 %	+ 12,0 %	+ 6,3 %
Guyane	1 347	27,0 %	- 10,5 %	+ 5,8 %	- 15,3 %
Martinique	3 144	20,9 %	- 2,0 %	- 3,7 %	- 1,6 %
La Réunion	6 249	17,7 %	+ 2,7 %	+ 4,7 %	+ 2,3 %
Mayotte	928	0,0 %	+ 16,4 %	---	---
France entière	591 267	40,9 %	+ 6,7 %	+ 8,5 %	+ 5,5 %

Méthodologie

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

